

SAINT CLAIR INTERNATIONAL S.A.

société anonyme

avec siège social à: **L-5365 Munsbach, 18-20, Rue Gabriel Lippmann**

(anc. : Luxembourg)

R.C.S. Luxembourg, section B numéro 63 379

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

du **21 décembre 2016**

No 42442

L'an deux mille seize,
le vingt et un décembre.

Par-devant Nous Maître **Jean-Joseph WAGNER**, notaire de
résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires
(l'«**Assemblée**») de la société « **SAINT CLAIR INTERNATIONAL S.A.** »
(la « **Société** »), une société anonyme dont le siège fixé auparavant au 15,
Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été dénoncé par le
domiciliataire le 27 avril 2015, et publié au Mémorial C, Recueil des
Sociétés et Associations (le « **Mémorial** »), le 18 juin 2015 sous le numéro
1539 et page 73850, constituée suivant acte notarié dressé en date du 12
février 1998, publié au Mémorial, le 28 mai 1998, sous le numéro 387 et
page 18564.

Les statuts de la Société furent modifiés pour la dernière fois suivant
acte notarié reçu le 25 mai 1998, publié au Mémorial, le 04 septembre
1998, sous le numéro 631 et page 30250.

La Société est immatriculée auprès du Registre de Commerce et des
Sociétés de et à Luxembourg, sous section B numéro 63 379.

La séance est déclarée ouverte à 09.00 heures sous la présidence
de Madame **Eveline KARLS**, employée privée, avec adresse
professionnelle au 18-20, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach,
Grand-Duché de Luxembourg (le « **Président** »).

Le Président désigne comme secrétaire de l'Assemblée Madame **Martina SIROL**, employée privée, avec adresse professionnelle au 18-20, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur **Frank ROSSI**, employé privé, avec adresse professionnelle au 18-20, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg

Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La présente Assemblée a pour **ordre du jour**:

1) *Décision de fixer le nouveau siège social au 18-20, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg :*

2) *Décision de modifier l'objet social de la Société pour lui donner en français et en anglais le nouveau libellé suivant :*

Version anglaise:

"The object of the Company is (i) the acquisition and holding of interests in any kind or form in Luxembourg and/or in foreign undertakings, (ii) the administration, development and management of such interests as well as (iii) the direct and/or indirect financial assistance to such undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies.

The Company may in particular (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other equity securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever; (iv) make loans in any form whatsoever and/or privately issue any debt instruments in any form whatsoever (v) conduct all real estate transactions, such as buying, selling, renting, development and management of real estate and (vi) carry out any transactions whatsoever, whether commercial, industrial or financial, with respect to movables or immovables, which are directly or indirectly connected with its object."

Version française:

« La Société a pour objet (i) la prise de participations de toute nature et sous toute forme que ce soit et la détention de ces participations dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, (ii) l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations ainsi que (iii) le financement direct ou indirect des entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe.

La Société peut notamment (i) acquérir par voie de souscription, d'achat d'échange ou autrement des actions, parts et autres titres de participation, des obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres titres de créances et plus généralement tous titres et autres instruments financiers représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient, (ii) exercer tous droits généralement quelconques attachés à ces titres et instruments financiers, (iii) accorder toute assistance financière directe et/ou indirecte quelle qu'elle soit aux entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, notamment par voie de prêts,

d'avances ou de garanties sous quelle forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseil et assistance sous quelque forme que ce soit, (iv) contracter tous emprunts sous quelque forme que ce soit ou émettre de manière privée tous titres de dettes sous quelque forme que ce soit, (v) faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, la location, l'exploitation et la gestion d'immeubles et (vi) accomplir toutes opérations généralement quelconques de quelque sorte que ce soit, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet. »

3) Décision de procéder à une refonte complète des statuts en anglais suivi d'une version française, la version anglaise prévalant en cas de divergences entre les deux textes, de la Société afin de refléter les modifications décidées ci-avant et afin de les mettre en concordance avec la loi du 10 août 2016 modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sans néanmoins toucher à son capital social émis ni à sa forme juridique, qui demeurera une société anonyme

II. Les actionnaires présents ou représentés, leurs mandataires et le nombre d'actions détenu par chacun d'eux sont renseignés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III.- La présente Assemblée a été régulièrement convoquée par des avis de convocations, contenant l'ordre du jour et publiés dans les conditions et délais fixés par l'article 70 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée par la loi du 10 août 2016, concernant les sociétés commerciales, de la manière suivante :

- au **Recueil Electronique des Sociétés et Associations (RESA)**, le **28 novembre 2016**, au moins quinze (15) jours) au moins avant la tenue de la présente Assemblée ;

- au journal « **Luxemburger Wort** », du **28 novembre 2016** ;
et encore envoyés par **lettre recommandée** le **05 décembre 2016** aux actionnaires nominatifs.

Les justificatifs de ces envois avec les pièces afférentes sont déposés auprès du bureau de l'Assemblée pour inspection.

Le Président informe l'Assemblée que la présente Assemblée Générale Extraordinaire ne délibérera valablement que si au moins cinquante pour cent (50%) du capital social émis est présent ou représenté et que les résolutions ne seront valablement adoptées que si elles sont approuvées par au moins deux tiers (2/3) des votes émis à l'Assemblée.

IV.- Il résulte de la liste de présence, que sur les trois cent soixante (360) actions ordinaires émises et en circulation représentant l'intégralité du capital social libéré d'un montant de **TRENTE-SIX MILLE DOLLARS US (36'000.- USD), trois cents (300) actions** (soit 83,333%) sont dûment présentes ou représentées à la présente Assemblée.

V.- Qu'en conséquence, la présente Assemblée est régulièrement constituée, et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Après délibération, l'Assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée DECIDE de fixer le nouveau siège social au 18-20, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée DECIDE de modifier l'actuel objet social de la Société, afin de lui donner dans les deux versions française et anglaise le nouveau libellé suivant :

Version anglaise:

"The object of the Company is (i) the acquisition and holding of interests in any kind or form in Luxembourg and/or in foreign undertakings, (ii) the administration, development and management of such interests as well as (iii) the direct and/or indirect financial assistance to such undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies.

The Company may in particular (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other equity securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever; (iv) make loans in any form whatsoever and/or privately issue any debt instruments in any form whatsoever (v) conduct all real estate transactions, such as buying, selling, renting, development and management of real estate and (vi) carry out any transactions whatsoever, whether commercial, industrial or financial, with respect to movables or immovables, which are directly or indirectly connected with its object."

Version française:

« La Société a pour objet (i) la prise de participations de toute nature et sous toute forme que ce soit et la détention de ces participations dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, (ii) l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations ainsi que (iii) le financement direct ou indirect des entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe.

La Société peut notamment (i) acquérir par voie de souscription, d'achat d'échange ou autrement des actions, parts et autres titres de participation, des obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres titres de créances et plus généralement tous titres et autres instruments financiers représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient, (ii) exercer tous droits généralement quelconques attachés à ces titres et instruments financiers, (iii) accorder toute assistance financière directe et/ou indirecte quelle qu'elle soit aux entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, notamment par voie de prêts, d'avances ou de garanties sous quelle forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseil et assistance sous quelque forme que ce soit, (iv) contracter tous emprunts sous quelque forme que ce soit ou émettre de manière privée tous titres de dettes sous quelque forme que ce soit, (v) faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, la location, l'exploitation et la gestion d'immeubles et (vi) accomplir toutes opérations généralement quelconques de quelque sorte que ce soit, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet. »

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée DECIDE de procéder à une refonte complète des statuts en anglais suivi d'une version française, la version anglaise prévalant en cas de divergences entre les deux textes, de la Société afin de refléter les modifications décidées ci-avant et afin de les mettre en concordance avec la loi du 10 août 2016 modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sans néanmoins toucher à son capital social émis ni à sa forme juridique, qui demeurera une société anonyme.

Les nouveaux statuts auront désormais la nouvelle teneur suivante :

Version anglaise :

"NAME - REGISTERED OFFICE - DURATION - OBJECT - CAPITAL

Art. 1.-

There exists a Luxembourg public limited liability company "société anonyme" under the name of "SAINT CLAIR INTERNATIONAL S.A." (the "Company")

Art. 2.-

The registered office of the Company is established in the Municipality of Schuttrange, Grand-Duchy of Luxembourg.

The board of directors may transfer the registered office of the Company within the same Municipality or to any other Municipality in the Grand Duchy of Luxembourg and amend these Articles accordingly.

Branches or other offices may also be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 3.-

The Company is established for an unlimited period.

Art. 4.-

The object of the Company is (i) the acquisition and holding of interests in any kind or form in Luxembourg and/or in foreign undertakings, (ii) the administration, development and management of such interests as well as (iii) the direct and/or indirect financial assistance to such undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies.

The Company may in particular (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other equity securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies, in

particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever; (iv) make loans in any form whatsoever and/or privately issue any debt instruments in any form whatsoever (v) conduct all real estate transactions, such as buying, selling, renting, development and management of real estate and (vi) carry out any transactions whatsoever, whether commercial, industrial or financial, with respect to movables or immovables, which are directly or indirectly connected with its object.

Art. 5.-

The corporate capital is fixed at **thirty-six thousand United States Dollars (36'000.- USD)** divided into **three hundred sixty (360) ordinary shares** having each a par value of **one hundred United States Dollars**).

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority requirements as for the amendment of the articles of incorporation.

In addition to the share capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6.-

The Shares may only be transferred subject to the terms of these articles and/or the additional terms and conditions to these articles that may be agreed in writing by the Company and its shareholders in a shareholders agreement, such as, without limitation, any transfer restrictions, pre-emption right, drag and tag along provisions. Transfers of Shares must be made in compliance with these articles of association and any such additional terms and conditions.

Any transfer of Shares in breach of these articles and/or any shareholders' agreement to which the Company and its shareholders are a party from time to time shall be unenforceable against the Company.

A shareholders' register, which may be examined by any shareholder, will be kept at the registered office. The shareholders' register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number and class of Shares held, the indication of the payments made on the Shares, as well as the transfers of Shares and the dates thereof. Each shareholder will notify its address and any change thereof to the Company by registered letter. The Company will be entitled to rely for any purposes whatsoever on the last address thus communicated. Ownership of the Shares will result from the recordings in the shareholders' register. Certificates reflecting the recordings in the shareholders' register may be delivered to the shareholders upon their request. The Company may issue multiple registered share certificates.

Any transfer of registered Shares will be registered in the shareholders' register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s), as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the

shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

Ownership of a Share carries implicit acceptance of the articles and of the resolutions validly adopted by the general meeting of shareholders.

BOARD OF DIRECTORS AND STATUTORY AUDITORS

Art. 7.-

The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company. However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of directors may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

The shareholder(s) may decide to qualify the directors as class A directors and class B directors.

Art.8.-

The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside all meetings of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to the directors twenty-four (24) hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of visioconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcast uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The board can only validly deliberate and take decisions (other than those related to the disposal of assets of the Company, which shall be taken in accordance with the paragraph below) if the majority of its members is present or represented. However, if the shareholder(s) have qualified the managers as class A directors or as class B directors, the board can only validly deliberate and take decisions if at least one class A director and one class B director are present or represented.

To the extent that a director tables for discussion by the board a decision regarding the disposal of assets of the Company, any decision in respect of the disposal of assets of the Company shall, however, be subject to the prior written consent of the general meeting of shareholders.

Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast at the meeting. If class A and class B directors have been appointed, then the affirmative vote of at least one class A and one class B manager shall in addition be required. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 9.-

The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 10.-

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by Law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

Art. 11.-

According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate. The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 12.-

Towards third parties, the Company is in all circumstances committed either by the joint signatures of two directors or by the sole signature of the delegate of the board acting within the limits of his powers. However, if the shareholder(s) have qualified the directors as class A directors or as class B directors, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one (1) class A director and one (1) class B director.

In its current relations with the public administration, the Company is validly represented by one director, whose signature legally commits the Company. In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole director.

Art. 13.-

The Company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

GENERAL MEETING

Art. 14.-

The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15.-

An annual general meeting of shareholders shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, within the conditions and delays fixed by the Law.

Art. 16.-

Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital.

One or more shareholders who together hold at least ten percent (10%) of the subscribed share capital may require that one or more additional items be put on the agenda of any general meeting.

Art. 17.-

Each share entitles to the casting of one vote. The Company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company.

BUSINESS YEAR - DISTRIBUTION OF PROFITS

Art. 18.-

The business year begins on January 1st and ends on December 31st of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the Company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19.-

At least five percent (5%) of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent (10%) of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

DISSOLUTION - LIQUIDATION

Art. 20.-

The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

GENERAL DISPOSITIONS

Art. 21.-

The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary."

Version française :

« DENOMINATION - SIEGE - DUREE - OBJET - CAPITAL

Art. 1.-

Il existe une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de « SAINT CLAIR INTERNATIONAL S.A. » (la « Société »)

Art. 2.-

Le siège social est établi dans la Commune de Schuttrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil d'administration peut transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la même Commune ou dans toute autre Commune du Grand-Duché de Luxembourg et modifier les présents statuts en conséquence.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

Art. 3.-

La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4.-

La Société a pour objet (i) la prise de participations de toute nature et sous toute forme que ce soit et la détention de ces participations dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, (ii) l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations ainsi que (iii) le financement direct ou indirect des entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe.

La Société peut notamment (i) acquérir par voie de souscription, d'achat d'échange ou autrement des actions, parts et autres titres de participation, des obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres titres de créances et plus généralement tous titres et autres instruments financiers représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient, (ii) exercer tous droits généralement quelconques attachés à ces titres et instruments financiers, (iii) accorder toute assistance financière directe et/ou indirecte quelle qu'elle soit aux entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, notamment par voie de prêts, d'avances ou de garanties sous quelle forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseil et assistance sous quelque forme que ce soit, (iv) contracter tous emprunts sous quelque forme que ce soit ou émettre de manière privée tous titres de dettes sous quelque forme que ce soit, (v) faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, la location, l'exploitation et la gestion d'immeubles et (vi) accomplir toutes opérations généralement quelconques de quelque sorte que ce soit, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Art. 5.-

*Le capital souscrit est fixé à **trente-six mille Dollars US (36'000.- EUR)** divisé en **trois cent soixante (360) actions ordinaires** ayant chacune une valeur nominale de **cent Dollars US (100.- USD)**.*

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit suivant les conditions de majorités et de quorum par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En plus du capital social, il pourra être établi un compte de prime sur lequel sont versées toutes les primes payées pour une action en plus de sa valeur nominale. Le montant du compte de primes peut être utilisé pour effectuer le paiement des actions que la Société pourra racheter auprès de son actionnaire(s), pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires sous la forme d'un dividende ou d'allouer des fonds à la réserve légale.

Art. 6. -

Les actions ne peuvent être transférées sous réserve des termes de ces articles et/ou les conditions supplémentaires à ces articles qui peuvent être convenues par écrit par la Société et ses actionnaires dans un pacte d'actionnaires, tels que, sans limitation, des restrictions de transfert, droit de préemption, clauses de sorties conjointes. Les transferts d'actions

doivent être pris en conformité avec ces statuts et ces termes et conditions supplémentaires.

Tout transfert d'actions en violation de ces articles et/ou du pacte d'actionnaires dans lesquels la Société et ses actionnaires sont engagés à tout moment sont inopposables à la Société.

Un registre des actionnaires, qui peut être consulté par tout actionnaire, sera conservé au siège social. Le registre des actionnaires contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre et la catégorie des actions détenues, l'indication des paiements effectués sur les actions, ainsi que les transferts d'actions et leurs dates. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celui-ci à la Société par lettre recommandée. La Société sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions résultera des inscriptions dans le registre des actionnaires. Les certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront délivrés aux actionnaires à leur demande. La Société peut émettre plusieurs certificats d'actions nominatifs.

Tout transfert d'actions nominatif sera inscrit dans le registre des actionnaires par une déclaration de transfert inscrite dans le registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur représentant(s), tout en respectant les règles sur la cession de créances prévues à l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. En outre, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actionnaires tout transfert mentionné dans toute correspondance ou autre document établissant le consentement du cédant et du cessionnaire.

La propriété d'une action emporte acceptation implicite des articles et des décisions valablement adoptées par l'assemblée générale des actionnaires.

ADMINISTRATION - SURVEILLANCE

Art. 7.-

La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

L'actionnaire(s) peut décider de qualifier les administrateurs en tant qu'administrateur de classe A et de classe B.

Art. 8.-

Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer (autres que ceux relatifs à la cession des actifs de la Société, qui doivent être pris en conformité avec le paragraphe ci-dessous) que si la majorité de ses membres est présente ou représentée-, toutefois, si l'actionnaire(s) a désigné les administrateur comme administrateur de classe A ou comme d'administrateur de catégorie B, le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si, au moins, un administrateur de classe A et un administrateur de classe B sont présents ou représentés.

Dans le cas où un directeur présente pour discussion au conseil d'une décision concernant la cession des actifs de la Société, toute décision à l'égard de la cession des actifs de la Société est, cependant, soumise à l'autorisation écrite préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue de ses membres-, lors de la réunion, si les administrateurs de classe A et de classe B ont été nommés, le vote favorable d'au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B sont en outre nécessaire. En

cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 9.-

Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 10.-

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 11.-

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 12.-

Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

Cependant, si l'actionnaire(s) a désigné les administrateurs au titre d'administrateur de classe A ou d'administrateur de classe B, la Société ne sera engagée envers les tiers par la signature conjointe d'un (1) administrateur de classe A et d'un (1) administrateur de Classe B.

La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la Société dans ses rapports avec les administrations publiques. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 13.-

La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

ASSEMBLEE GENERALE

Art. 14.-

L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15.-

Une assemblée générale annuelle des actionnaires devra se tenir au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, dans les conditions et délais fixés par la Loi.

Art. 16.-

L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant dix pourcent (10%) au moins du capital social.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent (10%) au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

Art. 17.-

Chaque action donne droit à une voix.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la Société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

ANNEE SOCIALE - REPARTITION DES BENEFICES

Art. 18.-

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les activités de la Société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19.-

Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Les dividendes fixes privilégiés sont payés en priorité aux dividendes ordinaires.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

DISSOLUTION - LIQUIDATION

Art. 20.-

La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

DISPOSITION GENERALE

Art. 21.-

La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts. »

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, le Président lève la séance à 9.15 heures.

DONT acte, fait et passé à Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, au nouveau siège social de la Société, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau de l'Assemblée, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: E. KARLS, M. SIROL, F. ROSSI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 22 décembre 2016. Relation: EAC/2016/30028. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR). Le Receveur, signé : SANTIONI.
